


Mauritanian Airlines International "MAI" **الموريتانية للطيران** MAURITANIA AIRLINES

REPUBLIQUE ISLAMIQUE DE MAURITANIE

Mauritanian Airlines International "MAIL International"

**RAPPORT DE COMMISSARIAT AUX COMPTES AU
TITRE DE L'EXERCICE 2016**

Jullet 2017

Elaboré par les commissaires aux comptes

OUMOUL KHAYRI BA TALL & ABDELAZIZ OULD MOÏCHINE

Cabinet OKT-Consult

Médina 3 n°203, BP 269
Nouakchott – MAURITANIE
Tél: +222 45 29 22 48
Fax: +222 45 25 17 77
Email: oktconsult@gmail.com

Cabinet NET AUDIT

Ilot ZRC – Lot 324
Nouakchott – MAURITANIE
Tél : +222 45 25 79 61
Fax : +222 45 29 73 61
E-mail :
netaudit@onecrim.org & netaudit.rim@gmail.com



Mauritanian Airlines International "MAI" **الموريتانية للطيران**
MAURITANIA AIRLINES

SOMMAIRE

- I. Rapport général des Commissaires aux Comptes**
- II. Rapport spécial des commissaires aux comptes**
- III. Etats financiers**
 - Actif
 - Passif
 - Charges
 - Produits
- IV. Notes aux Etats Financiers**
 - Note sur l'Activité
 - Note sur les Principes et méthodes comptables
 - Notes complémentaires sur les postes et rubriques des états financiers

I- RAPPORT GENERAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Aux membres du Conseil d'administration,

1. En exécution de la mission de commissariat aux comptes qui nous a été confiée par votre institution, nous avons l'honneur de vous présenter notre rapport sur les comptes de la Mauritanie Airlines International (MAIL) au titre de l'exercice 2016.
2. L'arrêté des états financiers relève de la responsabilité de la direction générale de MAIL. Il nous appartient, sur la base de nos travaux, d'exprimer une opinion sur ces états financiers.
3. Nous avons effectué nos travaux selon les normes de la profession. Ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Nos travaux consistent à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans les comptes. Ils consistent également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues par la Direction Générale pour l'arrêté des comptes ; ainsi que pour la présentation des états financiers pris dans leur ensemble.
4. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

■ *Vérification des obligations légales et réglementaires*

En plus du contrôle des comptes, nous avons également procédé aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

En application de l'article 469 de la loi 200005 portant code de commerce modifiée et complétée par la loi 2015-032, nous vous signalons les irrégularités et inexactitudes que nous avons relevées au cours de nos travaux:

5. La société n'a pas respecté les échéances de paiement sur le protocole d'accord conclu avec l'Etat, relativement à l'emprunt pour l'acquisition des aéronefs. Ces emprunts portent intérêt sur les sommes dues et non encore remboursées, et la MAIL devrait calculer et provisionner les charges correspondantes dans les comptes de l'exercice.
6. Des redevances et taxes d'exploitation prélevées par la société pour le compte de tiers, notamment l'administration fiscale (taxes Tade, taxe ZI), l'ANAC et la SAM n'ont pas fait l'objet de déclaration ni de règlement depuis 2011. Les montants concernés figurent dans les comptes d'attente et à régulariser qui affichent un montant de 6 588 925 199 MRO au passif du bilan. Une reconstitution extra-comptable indique que les prélèvements au nom de l'ANAC s'élèvent à 473 163 600 MRO en 2016, et 426 089 300 MRO en 2015 ; pour la SAM, les sommes prélevées sont estimées à 693 657 120 MRO en 2016, et à 631 139 950 en 2015. Cette situation pourrait exposer la société à un risque fiscal.

Opinion sur les comptes annuels

A notre avis, sous réserve de l'incidence des points décrits ci-dessus :

7. Les états financiers ci-joints, ont été établis et présentés conformément aux normes comptables généralement admises, notamment le plan comptable mauritanien.
8. Nous estimons que ces états financiers qui se caractérisent par un total de bilan de 44 169 853 763 MRO, un résultat déficitaire de 1 602 884 199 MRO, et tels que présentés aux pages 6, 7, 8 et 9 du présent rapport, sont réguliers et donnent une image fidèle de la situation financière de MAIL au 31 décembre 2016 et du résultat de ses opérations pour la période qui a pris fin à cette date, conformément aux principes comptables généralement admis.

■ Information spécifique

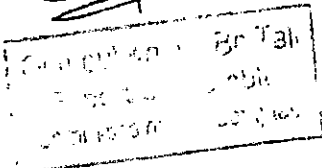
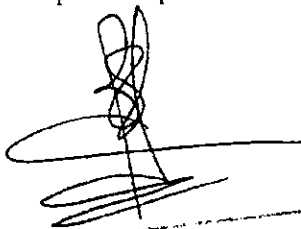
9. La société a élaboré un document d'analyse de l'exploitation en date de mars 2017, à l'attention du conseil d'administration. Ce document analyse essentiellement les coûts, à la fois généraux et analytiques, ainsi que le résultat d'exploitation, mais les comptes annuels ont par la suite connu des variations importantes. La direction n'a toutefois pas préparé un rapport de gestion pour l'exercice sous revue, aussi nous n'avons pas pu vérifier la sincérité et la concordance des informations sur la gestion avec les états de synthèse, conformément aux articles 475 et 466 de la loi 2000-05 portant code commerce.

Fait à Nouakchott, le 30 juillet 2017

Les commissaires aux comptes

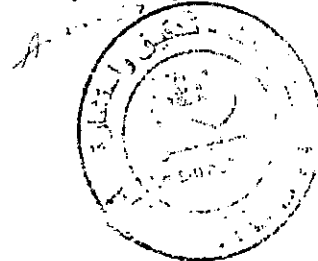
OumoulKhayri Ba Tall

Expert Comptable



Abdel Aziz Ould Moichine

Expert Comptable



II- RAPPORT SPECIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Aux membres du Conseil d'administration,

1. Selon les dispositions de l'article 439 de la loi 2000 - 05 portant Code de Commerce, toute convention passée entre une société anonyme et l'un de ses administrateurs, directeurs généraux ou une autre entreprise dont l'un de ces administrateurs ou directeurs généraux est propriétaire, associé indéfiniment, responsable, gérant, administrateur ou directeur général doit être soumise à l'autorisation préalable du Conseil d'Administration.
2. Les conventions suivantes passées entre l'Etat et la MAIL concernant les opérations de l'exercice sous revue ont été autorisées par le conseil d'administration :
 - L'Accord de Rétrocession de l'accord de prêt entre la République Islamique de Mauritanie et le Programme de Financement du Commerce Arabe (PFCA) pour contribuer au financement du Projet « Acquisition d'un Boeing 737 800 », signé le 22/12/2016 avec le Ministre de l'Economie et des Finances, portant sur un montant de 30 millions de dollars américains, remboursable par des échéances semestrielles en contrevaletur MRO, le risque de change restant à la charge de l'Etat, moyennant un taux d'intérêt annuel de 3% l'an sur les montants restant dûs par la MAIL.
 - La Convention de Financement signée avec le Ministre délégué auprès du Ministre de l'Economie et des Finances, chargé du budget, portant sur une avance de trésorerie à hauteur de douze milliards vingt millions six cent quatre vingt douze mille trois cent quatre vingt dix (12 020 692 390 MRO), destiné au remboursement des échéances restantes sur l'acquisition du Boeing 737 800 pour 9 232 132 390 MRO, et à payer une partie de la participation de l'Etat dans l'augmentation de capital de la MAIL soit 2 788 560 000 MRO. La convention, bien que signée en date du 11 janvier 2017, porte sur des sommes acquises à la MAIL de juin à novembre 2016, et à échéance le 08/11/2016, payables avec des intérêts de 3% l'an, qui s'élevaient à 63 199 054, 93 MRO à la date d'échéance contractuelle le 08/11/2016.
 - La convention de financement en date du 11 janvier 2017, précise en son paragraphe 3 sur le remboursement, que « Le paiement sera constaté à la date d'encaissement de l'emprunt rétrocédé par l'Etat à la MAIL, dont le montant est 10 654 500 000 dans une convention séparée ». Nous n'avons pas eu connaissance et obtenu cette convention le cas échéant.
 - Le projet d'acquisition d'un Boeing 737-800 NG MAX est autorisé par la 33^e session ordinaire du Conseil d'Administration de la MAIL en date du 20/10/2016, le choix technique ayant été approuvé par la 28^e session extraordinaire du conseil d'administration en date du 03/05/2016.
3. Nous avons relevé l'existence de la convention suivante, établie en 2010 entre l'Etat et la MAIL, portant financement de l'acquisition d'avions nécessaires au démarrage de

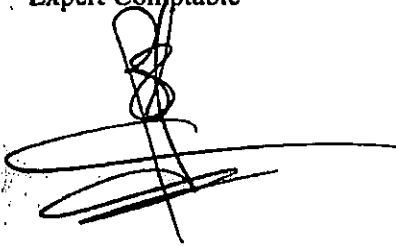
l'activité de la société, dont l'exécution se poursuit encore en 2016. Cette première convention qui porte sur un montant C/V en MRO de 25 millions de dollars américains est autorisée par la décision 2/3 du 17/10/2010 du conseil d'administration de MAIL approuvant l'emprunt sollicité à l'Etat et donnant pouvoir au Directeur Général de MAIL pour négocier et signer la convention relative à cet emprunt.

Fait à Nouakchott, le 30 juillet 2017

Les commissaires aux comptes

OumoulKhayri Ba Tall

Expert Comptable



Abdel Aziz OuldMořchine

Expert Comptable





Mauritanian Airlines International "MAI" **الموريتانية للطيران** MAURITANIA AIRLINES

ETATS FINANCIERS

A. Actif

Bilan Actif au 31.12.2016 (Modèle prévu par le Plan Comptable Mauritanien)

Désignation	Actif (Montant Exprimé en MRO)				
	Notes	au 31 décembre 2016			au 31 décembre 2015
		Brut	Amortissements et Provisions	Montant Net	Montant Net
ACTIFS IMMOBILISES					
Frais et valeurs incorporelles immobilisés	A-1	2 108 224 241	<828 381 527>	1 279 842 714	1 148 869 133
Frais immobilisés	A-1-1	2 060 854 169	<781 195 195>	1 279 658 974	1 147 181 436
Valeurs incorporelles immobilisées	A-1-2	47 370 072	<47 186 332>	183 740	1 687 697
Immob. corporelles	A-2	30 599 197 103	<3 671 713 155>	26 927 483 949	9 850 089 428
Constructions	A-2-1	153 805 338	<79 726 204>	74 079 135	84 423 557
Matériel d'exploitation	A-2-2	597 870 307	<197 601 284>	400 269 023	299 333 806
Matériel de transport	A-2-3	29 650 495 491	<3 295 463 003>	26 355 032 489	9 357 325 316
Matériel de bureau et informatique	A-2-4	120 870 273	<58 847 129>	62 023 145	68 052 882
Installation, Agencement et aménagement	A-2-5	760 300	<380 150>	380 150	380 150
Autres immobilisations corporelles	A-2-6	75 395 394	<39 695 386>	35 700 008	40 573 717
Immobilisations en cours	A-3	4 839 490 000	0	4 839 490 000	0
Immob. financières	A-4	446 593 451	0	446 593 451	445 911 762
Dépôts et Cautionnement	A-4-1	446 593 451	0	446 593 451	445 911 762
Total Actif Immobilisé		37 993 504 796	<4 500 094 682>	33 493 410 114	11 444 870 323
ACTIF CIRCULANT					
Valeurs d'exploitation	A-5	397 789 904	0	397 789 904	397 789 904
Stocks des Consommables	A-5-2	397 789 904		397 789 904	397 789 904
Valeurs réalisables à court terme et disponibles	A-6	10 234 974 818	<22 435 155>	10 212 539 663	7 940 795 434
Fournisseurs débiteurs	A-6-1	349 514 559	0	349 514 559	604 967 102
Clients et comptes rattachés	A-6-2	2 998 455 909	<11 289 600>	2 987 166 309	3 050 472 228
Personnel et optes rattachés	A-6-3	8 389 293	0	8 389 293	9 385 106
Autres créances (Etat, organismes sociaux)	A-6-4	36 209 758	0	36 209 758	116 676 462
Associés, comptes courants, groupe	A-6-5	5 633 223 280	0	5 633 223 280	662 614 725
Disponibilités	A-6-7	1 209 182 018	<11 145 555>	1 198 036 463	3 496 679 811
Total Actif Circulant		10 632 764 722	<22 435 155>	10 610 329 567	8 338 585 338
COMPTES DE REGULARISATION					
Cptes d'attente à régulariser	A-7	66 114 082	0	66 114 082	66 114 082
	A-7-2	66 114 082		66 114 082	66 114 082
Total Actif		48 692 383 600	<4 522 529 837>	44 169 853 763	19 849 569 744

B. Passif

Bilan Passif au 31.12.2016 (Modèle prévu par le Plan Comptable Mauritanien)

Désignation	Passif (Exprimé en Ouguiya)		
	Notes	au 31 décembre 2016	au 31 décembre 2015
		Montant Net	Montant Net
Capitaux à Long et Moyen Terme			
Capital Social	P1	20 990 000 000	10 190 000 000
Report à nouveau	P2	<6 192 848 205>	<4 843 559 726>
Résultat net de l'exercice		<1 602 884 199>	<1 349 288 479>
Subvention d'équipement	P3	4 045 429	4 045 429
Autres emprunts et dettes assimilées	P4	17 545 300 945	6 954 000 000
Provisions pour risques et charges	P5	128 600 236	51 627 929
Total Capitaux à LMT		30 872 214 206	11 006 825 153
Capitaux à Court terme			
Fournisseurs et comptes rattachés	P7	5 309 800 318	3 454 043 605
Etat et autres collectivités publiques	P9	999 017 617	1 077 564 625
Sécurité sociale & autres organismes sociaux	P10	102 190 397	114 145 365
Créditeurs divers	P12	297 706 026	276 596 968
Total Capitaux à Court terme		6 588 925 199	4 922 350 562
Comptes de Régularisation			
Comptes d'attente et à régulariser	P14	6 588 925 199	3 920 394 030
Total Comptes de Régularisation		6 588 925 199	3 920 394 030
TOTAL PASSIF		44 169 853 763	19 849 569 744

Beut



TABLEAU DES RESULTATS DU 01.01.16 AU 31.12.16 (Présentation selon le PCM)

Elément	Désignation	Débit			Note	Désignation	Crédit			Note
		Exploitation	Hors Exploitation	Total			Exploitation	Hors Exploitation	Total	
Résultat d'exploitation et hors exploitation	Achats AP consommés	4 008 620 468	209 172 904	4 217 793 371	R1	Revenus	10 998 635 487	19 108 956	11 017 744 443	R10
	Achats de sous-traitance	29 092 859		29 092 859	R2	Produits des activités Annexes	38 438 720	-	38 438 720	R11
	Charges externes liées à l'investissement	1 146 788 481	228 838 349	1 375 626 830	R3	Produits et profits divers	10 382 951	-	10 382 951	R12
	Charges externes liées à l'activité	3 921 632 473	277 733 259	4 199 365 731	R4	Subventions d'exploitation et d'équilibre	-	-	-	
	Charges et pertes diverses	14 300 002		14 300 002	R5	Produits financiers	98 758 622	-	98 758 622	R13
	Frais de personnel	1 670 943 089	53 900	1 670 996 989	R6	Reprises sur amortissements et provisions	-	-	-	
	Impôts et taxes	19 830 979		19 830 979	R7	Frais à immobiliser ou à transférer	-	-	-	
	Charges financières	125 617 810	1 041 404	126 659 214	R8		-	-	-	
	Dotations aux amort. et prov.	1 071 813 569		1 071 813 569	R9		-	-	-	
S/Total1	(1 560 154 809)	12 008 639 729	716 839 815	12 725 479 545			11 146 215 780	19 108 956	11 165 324 736	
Résultat des cessions d'éléments d'actif	Moins-value de cessions	-	-	-		Plus-value de cessions	-	-	-	
	Engagement de réinvestir	-	-	-		Réintégration des plus-values à réinvestir	-	-	-	
S/Total2	0									
Impôt		42 729 390								
S/Total3	42 729 390									
Résultat net après impôts										
STI+SE	(1 602 884 199)									
2-STJ										

Handwritten signature or initials.

Notes aux Etats Financiers

Note 1. Activité de la société Mauritanian Airlines International**1.1. Présentation de la Société Mauritanian Airlines International**

Créée par décret N° 2009-169 du 03 mai 2009, la Société Mauritanian Airlines International, dénommée MAIL International dans ses statuts et communément désignée MAI, est un établissement public à caractère non administratif doté de la personnalité civile et de l'autonomie financière placé sous la tutelle Ministère de l'équipement et des Transports.

La société a pour objet :

- de doter le pays d'un outil de souveraineté pour remplir les missions d'intérêt national ;
- de combler le déficit du pays en transport aérien tant au niveau intérieur (desserte des principales Wilaya qu'au niveau régional et international ;
- l'organisation et l'exploitation des services de transport de voyageurs, de messagerie et postes ;
- l'organisation et l'exploitation de services de transport terrestre ou maritime nécessaires pour assurer, à titre accessoire, l'exploitation des services aériens ;
- la demande de concession de toutes lignes aériennes ;
- toutes opérations financières, commerciales et techniques nécessaires ou utiles à la réalisation des objets ci-dessus énoncés.

Le siège social de la société est fixé à Nouakchott. Le capital social qui s'élève à 20 990 000 000 Ouguiya est divisé en 2 099 000 actions d'une valeur nominale de 10 000 Ouguiya. Il est réparti entre les actionnaires comme suit :

Actionnaire	Nbre d'actions	% de détention
ETAT Mauritanien	1 083 923,60	51,64%
PAN-PA	438 271,20	20,88%
SNIM	315 479,70	15,03%
PAN-NDB	261 325,50	12,45%

Sur le plan fiscal, la société est soumise aux règles de droit commun.

La société est membre de l'Association Internationale du Transport Aérien (AITA). Ses activités sont actuellement assurées par une flotte de 5 avions en exploitation répartis comme suit :

- 2 Boeings 737-500
- 1 Boeing 737-700
- 1 Boeing 737-800
- 1 Embraer ERJ 145

1.2. Faits Marquants de la Période

Le bilan de la société affiche une croissance de 122% du bilan qui provient essentiellement de l'augmentation des immobilisations corporelles de 110%, et d'une augmentation des comptes courants débiteurs associés de l'ordre de 25%.

Le patrimoine de la société s'est enrichi d'un Boeing 737-800, acquis et mis en exploitation au cours de l'exercice, ce qui ramène la flotte opérationnelle à 5 appareils. Cette acquisition qui est l'événement majeur de l'exercice, a été rendue possible par l'octroi d'un emprunt de 10,591 milliards (d'où un

accroissement des dettes à LMT de plus de 60%) et la conclusion d'une augmentation de capital de 10,8 milliards d'Ouguiyas (soit une croissance de 54% du capital social), entièrement souscrite et libérée à hauteur de 67% par les actionnaires de la société.

Du côté de l'exploitation, le résultat de l'exercice est encore déficitaire, avec un recul de 7% du résultat par rapport à l'exercice précédent, du fait que l'activité a connu une très légère amélioration de 7,35% du revenu, entièrement consommée par une croissance plus importante des charges de 18,35% (y compris les charges hors exploitation). L'analyse de l'exploitation réalisée par la direction en mars 2017 fait état d'une augmentation de 3,7% des heures de vol qui sont passées de 6 368 à 6 603 entre les deux derniers exercices.

Note 2. Principes et méthodes comptables

2.1 Référentiel comptable utilisé

Les états financiers annuels de la société sont préparés et présentés conformément aux dispositions du plan comptable mauritanien tel que définies par l'ordonnance 82 180 du 24 décembre 1982 et son décret d'application 83 025 du 17 janvier 1983.

Pour toute disposition non expressément traitée dans le cadre de ces référentiels, la société a recouru aux principes comptables généralement admis notamment le référentiel international de la comptabilité ISA/IFRS en choisissant ceux qui reflètent de la manière la plus fidèle et sincère possible la réalité des opérations de la société.

2.1 Unité monétaire

Les états financiers sont établis en Ouguiya Mauritanien (MRO).

2.2 Immobilisations Corporelles et Amortissements

Les immobilisations corporelles exploitées par la société figurent aux actifs immobilisés pour leur coût d'acquisition.

Les immobilisations corporelles de la société sont amorties sur la durée de vie estimée par les services techniques ou selon l'usage et selon le mode d'amortissement approprié qui reflète la meilleure estimation de la consommation des avantages économiques générés par l'actif en fonction de la nature de l'immobilisation.

Les durées pratiquées sont les suivantes :

- Constructions	20 ans
- Installations Techniques matériel et outillage	10 ans
- Véhicules	4 ans
- Agencements, aménagements et installation	10 ans
- Cellule Avions	20 ans
- Mobilier et Matériel de bureau	10 ans

2.3 Immobilisations incorporelles et Amortissements

Les immobilisations incorporelles comprennent les logiciels informatiques, les droits au bail, la formation pilotes et le check C. Ils figurent au niveau de l'actif immobilisé et sont amortis sur les durées suivantes :

- Logiciel informatique	3 ans
- formation pilotes	5 ans
- Check C	2 ans

2.4 Titre de Participation

Les titres de participation sont comptabilisés à leurs coûts d'acquisition. A la clôture de l'exercice, ces titres sont évalués à leur valeur d'usage.

Les plus-values dégagées ne sont pas constatées conformément à la convention comptable du coût historique alors que les moins-values potentielles font l'objet de provisions pour dépréciation conformément aux dispositions de la convention de prudence.

2.5 Politique de constatation des provisions pour créances douteuses

L'estimation des éventuelles provisions pour dépréciation est effectuée sur la base d'un état détaillé des créances non mouvementées adressée à la direction de la société. La direction donne un jugement motivé sur le sort de chaque créance et se prononce sur la nécessité de constituer ou non des provisions.

En générale les créances des clients en comptes non recouvrées pour une période dépassant 12 mois sont reclassées en créances douteuses et sont totalement provisionnées.

2.6 Dettes et créances en monnaies étrangères

Les créances et dettes d'exploitation en monnaies étrangères sont comptabilisées au cours de change IATA pour la vente des billets et pour le cours de la BCM pour les transactions.

En fin d'exercice, leur enregistrement initial est corrigé sur la base du dernier cours de change officiel au jour de l'inventaire. Les écarts résultant de cette évaluation sont inscrits dans un compte transitoire, en attente de régularisations ultérieures :

- à l'actif du bilan, lorsque la différence correspond à une perte probable, c'est à dire dans le cas de majoration de la créance;
- au passif du bilan, lorsque la différence correspond à un gain latent, c'est à dire dans le cas de majoration des créances ou de minoration des dettes.

Le traitement des pertes et des gains de change se présente comme suit :

- Les pertes et les gains de change réalisés lors du règlement des créances et des dettes en monnaies étrangères sont pris en compte dans la détermination du résultat de l'exercice et sont inscrits parmi les charges financières ou les produits financiers de l'exercice.
- Les gains latents n'interviennent pas dans la formation du résultat. Les pertes probables entraînent, par contre, la constitution d'une provision pour risques et charges (pertes de change).

2.7 Disponibilité en monnaies étrangères

Les liquidités immédiates en devises existant à la clôture des comptes sont converties sur la base du dernier cours de change. Les écarts de conversion constatés sont inscrits dans les résultats de l'exercice.

2.8 Valorisation des stocks

Les valeurs d'exploitation sont évaluées au coût d'acquisition qui désigne le prix d'achat majoré des frais accessoires nécessaires à la mise en état d'utilisation du bien tels que les droits de douane, les frais de transport, les assurances, et la rémunération des transitaires. Ce principe s'applique pour la comptabilisation des stocks de marchandises et approvisionnements identifiables. Par contre, si les stocks ne sont pas identifiables, la valeur d'entrée est déterminée selon la méthode du coût moyen pondéré.

Pour l'arrêté des comptes, l'évaluation des stocks est faite en comparant le coût d'entrée des stocks à leur valeur économique réelle ou valeur actuelle.

C'est la plus faible des deux valeurs qui est retenue pour la valorisation des stocks à la date de clôture, et une provision sur stock est comptabilisée si la valeur économique est inférieure à la valeur d'acquisition.

2.9 Comptabilisation des revenus

- Les émissions de titres de transport effectuées par la société sont initialement enregistrées dans des comptes d'attente au passif sous la rubrique (Emissions de titre de Transport).

Ces émissions ne sont prises en compte pour la détermination du résultat net de l'exercice que lors de la réalisation de l'opération de transport des passagers et des marchandises, ou après une certaine durée (en fonction de la nature du titre de transport) de non utilisation du titre de transport par son acquéreur.

2.10. Impôt sur BIC

La société est soumise à l'impôt sur le BIC selon les règles du droit commun et au taux de 25%.

2.11. Taxe sur La valeur Ajoutée

La société procède à la comptabilisation des charges et des produits en toutes taxes comprises. Il en est de même en ce qui concerne les investissements.

NOTES AU BILAN

- Actif -**Note A-1. Frais et valeurs incorporelles immobilisées**

Les frais et valeurs incorporelles s'élèvent à la valeur nette 1 279 842 714 MRO et se présentent comme suit dans les comptes :

	Note	Brut	Amortissements et Provisions	Montant Net 31/12/16	Montant Net 31/12/15
Frais et valeurs incorporelles immobilisés	A-1	2 108 224 241	<828 381 527>	1 279 842 714	1 148 869 133
Frais immobilisés	A-1-1	2 060 854 169	<781 195 195>	1 279 658 974	1 147 181 436
Valeurs incorporelles immobilisées	A-1-2	47 370 072	<47 186 332>	183 740	1 687 697

A-1-1. Frais immobilisés

Cette rubrique s'est élevée à 1 781 262 271 MRO au 31/12/2016 contre 1 159 278 922 MRO au 31/12/2015, analysée comme suit :

Désignation	31/12/2016	31/12/2015
Frais à étaler	950 903 096	1 010 243 769
Frais de check C	846 294 392	537 222 280
Frais de Formation pilotes	219 296 077	219 296 077
Amortissement Frais Immobilisés	-235 231 295	-607 483 204
Net Frais Immobilisés	1 781 262 271	1 159 278 922

A-1-2. Valeurs incorporelles immobilisées

Le solde net de cette rubrique est de 183 739 MRO au 31/12/2016. Il correspond à la valeur nette d'un logiciel et se détaille comme suit :

Désignation	31/12/2016	31/12/2015
Logiciel	47 370 072	47 370 072
amortissements logiciel	-47 186 333	-45 682 376
Net Valeurs Incorporelles	183 739	1 687 696

Note A-2. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles apparaissent au bilan pour une valeur nette de 26 927 483 949 MRO analysée comme suit :

	Note	Valeur Brute au 31/12/2016	Amortissements cumulés au 31/12/2016	Valeur Nette Comptable 31/12/2016	Valeur Nette Comptable 31/12/2015
Immobilisations corporelles	A-2	30 599 197 103	<3 671 713 155>	26 927 483 949	9 850 089 428
Constructions	A-2-1	153 805 338	<79 726 204>	74 079 135	84 423 557
Matériel d'exploitation	A-2-2	597 870 307	<197 601 284>	400 269 023	299 333 806
Matériel de transport	A-2-3	29 650 495 491	<3 295 463 003>	26 355 032 489	9 357 325 316
Matériel de bureau et informatique	A-2-4	120 870 273	<58 847 129>	62 023 145	68 052 882
Installation, Agencement et aménagement	A-2-5	760 300	<380 150>	380 150	380 150
Autres immobilisations corporelles	A-2-6	75 395 394	<39 695 386>	35 700 008	40 573 717

La valeur brute a évolué comme suit entre les deux derniers exercices :

RUBRIQUES	Valeur brute au 01/01/2016	Acquisitions et Reclassements 31/12/2016	Valeur brute au 31/12/2016
Constructions	152 525 338	1 280 000	153 805 338
Matériel d'exploitation	460 814 122	137 056 185	597 870 307
Matériel de transport	11 889 756 640	17 760 738 851	29 650 495 491
Matériel de bureau et informatique	126 029 913	-5 159 640	120 870 273
Installations, agencements, aménag	10 158 650	-9 398 350	760 300
Autres immobilisations corporelles	75 148 394	247 000	75 395 394
Immob Corporelles	12 714 433 057	17 884 764 046	30 599 197 103

Le compte Matériel de transport a enregistré l'acquisition d'un avion Boeing 737-800.

Note A-4. Immobilisations financières

Les immobilisations financières sont constituées des dépôts et cautionnements versés. Ils figurent au bilan pour 446 593 451 MRO au 31/12/2016 contre 445 911 762 MRO au 31/12/2015, comme indiqué ci-après :

Désignation	31/12/2016	31/12/2015
Dépôts et Cautionnement versés	446 593 451	445 911 762
Net Immobilisations financières	446 593 451	445 911 762

Note A-6. Valeurs réalisables**A-6-1. Fournisseurs débiteurs**

Les fournisseurs débiteurs s'élèvent à 349 514 559 MRO au 31/12/2016 contre 236 314 181 MRO au 31/12/2015 comme le montre le tableau suivant :

Désignation	31/12/2016	31/12/2015
Fournisseurs débiteurs	349 514 559	236 314 181
Fournisseurs débiteurs	349 514 559	236 314 181

A-6-2. Clients et comptes rattachés

La rubrique affiche les créances auprès des clients pour un solde débiteur net de 2 987 166 309 MRO au 31/12/2016, détaillé comme suit :

Désignation	31/12/2016	31/12/2015
Clients ordinaires (+émissions en compte)	1 933 077 042	2 111 030 963
Agences de voyage		4 915 436
GSA	767 007 707	622 069 672
BSP	285 729 900	311 456 337
Clients douteux	11 289 600	11 289 600
Clients, factures à établir	999 820	999 820
	2 998 104 069	3 061 761 828
Ecart avec la balance générale	351 840	
	2 998 455 909	
Provisions pour dépréciation des comptes clients	-11 289 600	-11 289 600
Clients, valeur nette	2 987 166 309	3 050 472 228

La provision pour dépréciation des comptes clients correspond à la créance sur Mauritanie Airways intégralement provisionnée depuis l'exercice 2010 pour la somme de 11 289 600 MRO.

A-6-3. Personnel et comptes rattachés

Le solde de ce poste s'élève à 8 389 293 MRO au 31/12/2016 contre 9 385 106 MRO au 31/12/2015.

Désignation	31/12/2016	31/12/2015
Avances et acomptes au personnel	381 733	1 377 546
Billets en compte au personnel	5 810 920	5 810 920
Oppositions à l'encontre du personnel	2 196 640	2 196 640
Personnel et comptes rattachés	8 389 293	9 385 106

A-6-4. Autres créances (Etat, organismes sociaux)

Le solde de ce poste s'élève au 31/12/2016 à 36 209 758 MRO et à 116 676 462 MRO au 31/12/2015, comme indiqué ci-après :

Désignation	31/12/2016	31/12/2015
Etat, impôt recouvré par les tiers	92 845 818	
Opérations particulières avec l'Etat	(56 636 060)	
Total	36 209 758	116 676 462

A-6-5. Associés comptes courants, groupe

Le solde de ce poste s'est élevé au 31/12/2016 et au 31/12/2015 respectivement à 5 633 223 280 et 662 614 725.

A-6-7. Disponibilités

Le solde de ce poste est de 1 209 182 017 MRO au 31/12/2016 contre 3 431 351 506 MRO au 31/12/2015, comme indiqué ci-dessous :

Désignation	31/12/2016	31/12/2015
Banque	1 159 075 288	3 431 351 506
Caisse	50 106 730	32 827 699
Total	1 209 182 018	3 464 179 205

Note A-7. Comptes d'attente et de Régularisation**A-7-2. Comptes d'attente à régulariser**

Les comptes d'attente à régulariser sont restés sans changement, comme indiqué ci-après :

Désignation	31/12/2016	31/12/2015
Comptes d'attente à régulariser	66 114 082	66 114 082
Comptes d'attente à régulariser	66 114 082	66 114 082

- Passif -**Note P-1. Capital**

Le capital social de la société est de 20,99 milliards MRO contre 10,19 milliards au 31/12/2015, suite à une augmentation de 10,8 milliards MRO correspondant à 106%.

L'analyse suivante montre que le capital souscrit est libéré à hauteur de 79,6% et la répartition entre les différents actionnaires :

Désignation	31/12/2016	31/12/2015
Capital souscrit-appelé non versé	4 274 054 725	352 614 725
Capital souscrit-appelé, versé	16 715 945 275	9 837 385 275
Capital Social	20 990 000 000	10 190 000 000

La composition de l'actionariat se présente comme suit :

Actionnaire	Nbre d'actions	% de détention
ETAT Mauritanien	1 083 923,60	51,64 %
PAN-PA	438 271,20	20,88 %
SNIM	315 479,70	15,03 %
PAN-NDB	261 325,50	12,45 %
	2 099 000,00	100%

Note P-4. Autres emprunts et dettes assimilées

Le poste affiche un solde de 17 545 300 945 MRO au 31/12/2016 contre 6 954 000 au 31/12/2015, soit une augmentation de 10 591 300 945 MRO, comme indique l'analyse ci-dessous :

Désignation	31/12/2016	31/12/2015
Solde reporté à nouveau	6 954 000 000	
Montant du prêt rétrocédé par l'Etat pour l'acquisition du Boeing	10 591 300 945	
Emprunts à l'Etat	17 545 300 945	6 954 000 000

Le solde des emprunts correspond à la contrevaletur de l'avance accordée par l'Etat dans le cadre d'une convention de financement des acquisitions de Boeing 737-800 et l'avance de Boeing 737-800 MAX.

La convention de financement entre l'Etat et la MAIL porte sur une avance de trésorerie de 12 020 692 390 MRO, dont 2 788 560 000 MRO constituent la contribution de l'Etat à l'augmentation de capital de la MAIL. Les échéances rétrocédées sont de 9 232 132 390 MRO, qui sont assortis d'un intérêt au taux de 3% annuel, soit 63 199 055 MRO.

Note P-7. Fournisseurs créditeurs

Le poste enregistre les sommes dues aux fournisseurs à la clôture de l'exercice. Il s'élève au 31/12/2016 à 5 309 800 318 MRO, contre 3 454 043 605 au 31/12/2015, et se détaille ainsi :

Désignation	31/12/2016	31/12/2015
Fournisseurs	5 302.346 192	3 446 589 479,38
Fournisseurs, factures à recevoir	7 454.126	7 454.125,62
Fournisseurs créditeurs	5 309 800 318	3 454 043 605

Note P-9. Etat et autres collectivités publiques

Le poste enregistre les impôts dus à l'état et aux collectivités publiques. Il affiche un solde de 999 017 717 MRO au 31/12/2016 contre 1 077 564 625 en 2015, détaillé comme suit :

Désignation	31/12/2016	31/12/2015
Impôt sur les Bénéfices (BIC)	696.616 327	732 709 173
Impôts recouvrables sur les tiers (IMF)	9.839.119	49 370 826
Impôts sur traitements et salaires (ITS)	239 525 424	237 419 630
TVA à décaisser	44.375.917	49.404.166
Taxe d'apprentissage	8.660.930	8 660 830
Etat et autres collectivités publiques	999 017 717	1 077 564 625

Note P-10. Sécurité sociale et autres organismes sociaux

Le poste enregistre les cotisations sociales auprès des organismes sociaux non encore réglées à la clôture de l'exercice. Il s'élève à 102 190 397 MRO au 31/12/2016, contre 114 145 365 au 31/12/2015, analysé comme suit :

Désignation	31/12/2016	31/12/2015
Sécurité Sociale (CNSS)	9.274.650	7.793.318
Autres organismes sociaux (CNAM)	92.915.747	106.352.047
Etat et autres collectivités publiques	102 190 397	114 145 365

Note P-11. Crédoiteurs divers

Le solde de ce compte s'élève au 31/12/2016 à 297 706 026 MRO contre 276 596 968 MRO au 31/12/2015.

Note P-13. Compte d'attente et à régulariser

Le poste enregistre les charges à payer et les produits à recevoir, et s'élève à 6 588 925 199 MRO au 31/12/2016, analysé comme suit :

Désignation	31/12/2016
Charges à payer et produits à recevoir	247 867 131
Billets émis non utilisés	6 340 706 230
Comptes d'attente et à régulariser	6 588 573 360

NOTES A L'ETAT DE RESULTAT

- Compte de Résultat -

	Montant MRO 2016	Montant MRO 2015	Variation en MRO	Variation en %	% des charges	% du CA
Revenus	11 017 744 443	10 263 508 546	754 235 897	7,35%		
Produits des activités annexes	38 438 720	18 196 342	20 242 378	111,24%		
Produits et profits divers	10 382 951	34 294 288	-23 911 337	-69,72%		
Produits financiers	98 758 622	96 126 520	2 632 102	2,74%		
Frais à immobiliser ou à transférer						
Reprises sur amortissements et provisions						
Total Produits	11 165 324 736	10 412 125 696	753 199 040	7,23%		
Achats AP consommés	4 217 793 371	4 068 317 732	149 475 639	3,67%	7,57%	
Achats de sous-traitance	29 092 859	5 361 549	23 731 310	442,62%	1,20%	
Charges externes liées à l'investissement	1 375 626 830	1 104 418 182	271 208 648	24,56%	13,74%	
Charges externes liées à l'activité	4 199 365 731	2 968 899 945	1 230 465 786	41,45%	62,35%	
Charges et pertes diverses	14 300 002	9 248 567	5 051 435	54,62%	0,26%	
Frais de personnel	1 670 996 989	1 465 434 826	205 562 163	14,03%	10,42%	
Impôts, taxes	19 830 979	29 028 713	-9 197 734	-31,68%	-0,47%	
Charges financières	126 659 214	86 966 734	39 692 480	45,64%	2,01%	
Dotations aux amortissements et aux provisions	1 071 813 569	1 014 308 107	57 505 462	5,67%	2,91%	
Total Charges	12 725 479 545	10 751 984 355	1 973 495 190	18,35%	100,00%	
Résultat des cessions d'éléments d'actif		-1 334 582 433				
Résultat	-1 560 154 809	-1 674 441 092	114 286 283	-7%		
Impôt sur le résultat	-42 729 390	-157 644 472				
Résultat net	-1 602 884 198	-1 832 085 564	125 046 054	-7%		